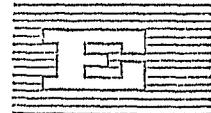


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE



GENEVE  
E/CN.4/1985/63

12 mars 1985

DES REPERES  
FRANCAIS

Original : ESPAGNOL

A RECEPTION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante et unième session  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS  
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 12 mars 1985 adressée au Président de la Commission  
des droits de l'homme par la Mission permanente du Guatemala auprès  
de l'Office des Nations Unies à Genève

La Mission permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des organisations internationales ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Président de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et, se référant au point 12 de l'ordre du jour, se permet de joindre à la présente note la déclaration écrite que la délégation permanente du Guatemala présente dans l'exercice de son droit de réponse, en le priant de bien vouloir la faire distribuer comme document officiel de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et de bien vouloir aussi la porter à la connaissance du Vicomte Colville de Culros, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour le Guatemala.

DECLARATION FAITE PAR LA DELEGATION DU GUATEMALA DANS L'EXERCICE DE SON DROIT DE  
REPONSE (point 12 de l'ordre du jour)

Il est invraisemblable que le Guatemala, qui est le pays qui collabore le plus avec la Commission des droits de l'homme, soit celui qui ait été le plus attaqué par certains États membres de la Commission et certaines organisations non gouvernementales, qui font plus confiance à ce qu'ils appellent des "sources dignes de foi" qu'au propre Rapporteur spécial de la Commission.

L'actuel Gouvernement guatémaltèque est un gouvernement de transition, qui est entré en fonctions le 9 août 1983 et pas avant. Son arrivée au pouvoir a représenté un profond changement par rapport à la politique et au comportement des gouvernements qui l'avaient précédé à la tête de notre pays pendant une longue période très difficile et très complexe.

GE.85-11798

La délégation guatémaltèque tient à souligner ce fait pour qu'il en soit tout particulièrement tenu compte.

Nous insistons sur le fait que l'actuel Gouvernement guatémaltèque est né du désir des Guatémaltèques de se voir garantir des élections libres et la possibilité de vivre en paix et de jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

A cette fin, il s'est engagé sur la voie d'une véritable ouverture; il a garanti et favorisé la participation de tous les courants de pensée à la vie politique, nettement amélioré la situation des droits de l'homme, organisé des élections totalement libres et donné la preuve de sa vocation démocratique malgré les actes de terrorisme et l'agression armée d'extrémistes qui cherchent à l'empêcher d'accomplir son mandat populaire.

Diverses organisations non gouvernementales et les représentants de quelques pays ont de nouveau inlassablement répété que, selon des informations "vérifiées" ou "dignes de foi", des violations massives et systématiques des droits de l'homme continuaient d'être commises au Guatemala. La délégation guatémaltèque fait observer que ce sont au contraire des améliorations sensibles dans ce domaine que le Rapporteur spécial signale dans son rapport.

Il n'y a pas de massacres dans les campagnes. Des actes de violence y sont certes commis mais ils sont imputables aux extrémistes et aux criminels de droit commun, comme dans tous les pays du monde.

Certains s'obstinent toutefois à soutenir qu'en réalité, de graves violations sont commises au Guatemala par l'actuel gouvernement. Une telle affirmation n'a d'autre fondement que la malveillance et la volonté farouche de dénigrer le pays et d'empêcher que la démocratie ne s'y épanouisse pleinement.

Au sujet des disparitions, qui ont été systématiquement invoquées contre le Guatemala, les faits dignes de foi auraient dû avoir raison des fausses accusations. Le Groupe d'entraide, dont il a été question dans quelques interventions, a été entendu; le chef de l'Etat en a reçu les représentants au mois de janvier 1985 et a constitué une commission tripartite pour enquêter sur les cas qui avaient été signalés. Les autorités ont pris et prennent encore des mesures effectives pour faire la lumière à leur sujet, comme en a témoigné l'enquête faite dans le pays. Il y a lieu de répéter une fois de plus que les enlèvements, qui sont le fait des rebelles ou de criminels de droit commun, sont frauduleusement inclus dans les cas de disparition signalés et qu'en particulier certaines personnes, qui ont rejoint les rangs de la guérilla, se font passer pour les victimes d'enlèvements. C'est ce qu'a permis de vérifier le témoignage de ceux qui, après avoir été portés "disparus", sont "réapparus" à la faveur de l'amnistie que le Gouvernement guatémaltèque a décrétée et n'a cessé de proroger depuis et grâce à laquelle de nombreuses personnes qui avaient rejoint la clandestinité continuent de réintégrer la vie active et à rentrer dans la légalité, avec toutes les garanties voulues.

Les patrouilles de défense civile ont aussi fait l'objet de critiques massives et systématiques, sous prétexte qu'il s'agissait d'un service obligatoire et que le recrutement se faisait par intimidation. Or, le Rapporteur spécial a bien indiqué dans son rapport que le service de défense civile n'était pas obligatoire. Il est par ailleurs révélateur que ce soit par une mesure d'autodéfense prise par la population que sont repoussées les agressions des factions subversives.

On persiste aussi à critiquer systématiquement et massivement les centres de développement, comme s'il s'agissait de camps de concentration résultant du "déplacement forcé de la population autochtone rurale". Il a été répété à satiété que nul n'est obligé de vivre dans ces centres et que quiconque veut y entrer et en sortir peut le faire à son gré. Aucun barbelé ne retient la population; ce sont les conditions de vie meilleures qui incitent les villageois à se regrouper librement : écoles, centres médicaux, routes, électricité, eau potable, églises de différentes confessions, possibilités de commercialiser les produits de leurs travaux agricoles, lieux de récréation et autres avantages que n'ont jamais connus les villages et hameaux livrés à l'abandon et à la misère, exposés aux exactions de la guérilla, à sa violence et à la terreur qu'elle fait régner ainsi qu'à ses affrontements avec les forces de sécurité.

Les représentants de diverses organisations humanitaires et les ambassadeurs accrédités dans le pays se sont rendus dans ces centres et peuvent témoigner de façon irréfutable de ce qu'il en est exactement.

Il suffit de dire que les centres de développement ont eu d'autres résultats que l'amélioration de la qualité de la vie : les paysans ont augmenté leur production et, partant, leurs revenus, si bien que le Guatemala a pu, après de longues années, répondre en partie à la demande de céréales de pays voisins.

Il a été affirmé que seules l'injustice, la pauvreté et l'indigence des classes les plus défavorisées étaient à l'origine de l'insurrection. Il est donc surprenant que des mesures comme les centres de développement soient systématiquement critiquées alors qu'elles contribuent à lutter contre ces fléaux dans la population rurale. Le fait que nombre de ceux qui entretiennent la guérilla et le terrorisme appartiennent à la classe moyenne, et même aux couches supérieures de la classe moyenne, et soient d'origine citadine, montre bien que ces facteurs de l'extrême pauvreté, dont le Gouvernement guatémaltèque actuel est bien conscient et auxquels il s'efforce de remédier autant qu'il est humainement possible à un gouvernement de transition de le faire, sont des causes d'insatisfaction légitime mais qu'ils sont utilisés comme prétexte et pour travestir en revendication une action armée qui ne vise qu'à attaquer le pouvoir par des moyens violents et des actions appuyées, financées et dirigées de l'extérieur par des intérêts étrangers au peuple guatémaltèque.

Il est bien connu que toutes améliorations sociales, économiques et culturelles qui profitent aux classes les plus défavorisées sont systématiquement contre-carrées par ceux qui voient que ces améliorations les privent d'arguments ou de prétextes pour appeler à la rébellion armée et à la destruction d'un système fondé sur la liberté individuelle et non sur la dictature de l'Etat.

La délégation guatémaltèque a constaté que l'on s'obstinait à vouloir nier ce qui ne fait de doute pour personne : la régularité des élections du mois de juillet 1984. Cette accusation ne résiste pas face à l'opinion générale, nationale et internationale.

Sur ce sujet ainsi que sur d'autres, la délégation guatémaltèque rappelle plus particulièrement aux organisations qui se disent catholiques ou chrétiennes ce que l'archevêque du Guatemala, Mgr Próspero Penados del Barrio, a dit dans son homélie du mois de septembre 1984 :

"Le Gouvernement actuel a offert aux citoyens une pluralité démocratique satisfaisante, qui répond à ce que la Conférence épiscopale guatémaltèque avait demandé dans sa dernière lettre collective intitulée 'pour construire la paix'.

En outre, la régularité et la rapidité des résultats des élections qui ont eu lieu le 1er juillet dernier pour élire les représentants à l'Assemblée nationale constituante sont conformes à la promesse qu'avait faite le chef de l'Etat de rétablir le système de gouvernement constitutionnel.

Il est juste de reconnaître que le chef de l'Etat a le mérite d'avoir mené l'opération à bien en dépit des nombreux facteurs qui lui étaient contraires et dont la gamme s'étend de la criminalité de droit commun, organisée ou non, à la criminalité subversive, fomentée et soutenue par des intérêts étrangers à notre nation.

Il est par ailleurs évident et regrettable que des paysans honnêtes et pacifiques aient été embarqués dans cette affaire dramatique et qu'ils soient devenus les victimes d'une cause qui, en fin de compte, leur est néfaste.

L'Eglise guatémaltèque désapprouve avec une juste indignation la campagne internationale de dénigrement de notre pays, alors qu'il se commet peut-être dans les grandes nations de plus grandes injustices et des crimes plus funestes que dans notre patrie."

Quant à l'accusation selon laquelle le Gouvernement guatémaltèque a recours à des prisons clandestines, la délégation guatémaltèque considère que la vérification qu'a pu en faire le Rapporteur spécial en a prouvé incontestablement la fausseté.

A Amnesty International, qui a fait quelques allusions fugaces mais graves dans son intervention, la délégation guatémaltèque ne peut que dire qu'elle attend d'elle un témoignage objectif et impartial sur la réalité guatémaltèque lorsqu'elle l'aura vue de ses propres yeux le mois prochain. Pas avant.

Deux pays nordiques, la Suède et la Norvège, ont tous deux réitéré des affirmations sans fondement. L'Espagne, pays qui, comme chacun sait, est aux prises avec des actes de violence qui lui font traverser des moments difficiles, a fait quelques allusions critiques qui sont fausses et que la délégation guatémaltèque ne peut accepter, bien que l'Espagne ait aussi, par ailleurs, rendu hommage à la vérité en reconnaissant que la situation des droits de l'homme s'était améliorée au Guatemala grâce aux efforts du Gouvernement. Les Pays-Bas ont fait de même mais il est évident qu'ils ne sont pas bien informés de la réalité d'aujourd'hui.

L'intervention du représentant de la France a beaucoup surpris la délégation guatémaltèque. La France va devoir être de plus en plus objective et de plus en plus sensibilisée en ce qui concerne les problèmes de la population paysanne. Tout le monde observe l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie. Tout le monde espère que les procédures qui seront suivies et les solutions qui seront adoptées y seront conformes aux droits de l'homme.

On s'attendrait à ce que la France, qui est aux prises avec ce problème, se fonde, pour analyser la situation dans d'autres pays, sur des informations véridiques et dignes de foi. Si elle s'en remettait, en ce qui concerne notre pays, au témoignage de son ambassadeur au Guatemala sur les centres de développement et non à des sources tendancieuses et partiales, ses conclusions pourraient être exactes.

Si au lieu d'invoquer le témoignage faux et mal intentionné de deux parlementaires d'une autre nationalité (qui écrivent une sorte de "feuilleton d'horreur" qu'ils intitulent "Bitter and Cruel" et qu'il serait plus exact d'intituler "Bitter and False"), elle se fondait sur le témoignage des parlementaires français, qui, comme le sait la Chancellerie française, ont parlé en termes élogieux de la situation au Guatemala, le jugement de la France pourrait être digne d'une plus grande considération.

L'Irlande a déclaré sur un ton paternaliste qui ne lui va guère qu'il n'y avait qu'à faire pression sur le Gouvernement guatémaltèque et qu'il fallait lui donner des directives. L'Irlande semble être très mal informée. Ses sources sont partiales et intéressées. Ce qu'a déjà dit la délégation guatémaltèque répond à ses critiques sans fondement.

L'Organisation non gouvernementale appelée "World University Service" a accusé le Gouvernement actuel de faits dont la responsabilité ne lui incombe pas. Dans la longue liste des accusations qu'elle porte contre lui, elle a même voulu mettre sur son compte les meurtres des recteurs de l'Université nationale, Mario Dary Rivera et Leonel Carrillo Reves, qui ont été assassinés en 1981 et en 1982, alors que le gouvernement actuel n'avait pas encore pris ses fonctions. Or, de l'avis même des milieux universitaires et comme il ressort d'enquêtes qui ont été faites, ces assassinats seraient imputables à des trafiquants de drogue, qui ont voulu empêcher que soient appliquées des mesures prises par les deux recteurs, ou à des factions extrémistes et non de droite. C'est dire combien ces imputations sont "fiables".

A ce sujet, la délégation guatémaltèque souligne ce qui suit :

1. Au Guatemala, l'Université d'Etat jouit d'une autonomie totale - aussi bien en matière d'enseignement que d'administration et pour l'usage des fonds qu'elle reçoit de l'Etat et qui représentent plus de 3,5 % de son budget ordinaire. Il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent en dire autant.

2. L'Assemblée nationale constituante, qui est indépendante du pouvoir exécutif, établit le texte constitutif qui confère l'autonomie.

3. Avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, l'Université a connu des moments difficiles dus aux agissements de factions extrémistes et illégales de droite et de gauche.

4. Le recteur actuel, M. Eduardo Meyer, qui représente l'Université dans son ensemble puisque son poste est électif, a apporté son soutien au gouvernement actuel en siégeant à la Commission pour la paix que celui-ci a créée. Ces faits se passent de commentaires.

Une autre organisation, le Conseil international de traités indiens, s'est joint au concert de fausses accusations lancées contre le Gouvernement guatémaltèque et s'en est pris notamment aux incidents survenus dans le village de Xeatzan au mois de janvier dernier.

Les faits réels sont exposés dans le document E/CN.4/1985/60, dans lequel il est précisé que les 11 assassinats et les 9 enlèvements ont été le fait des rebelles. Telle est la vérité.

Le représentant de Cuba a accusé de génocide les régimes d'autres pays et a eu l'audace d'y inclure le Guatemala. La poutre qu'il a dans l'oeil ne l'empêche pas de voir la paille dans celui du voisin. Et avec un aplomb qui ferait sourire n'était le tragique de la situation, il a même critiqué les élections et les libertés. Venant d'un pays comme le sien, ces observations se passent de commentaires ... Enfin, il a joint sa voix à celle d'autres représentants - ceux de l'Union soviétique, de la République démocratique allemande, de la Bulgarie, de l'Ukraine, de l'Afghanistan, de la Mongolie et de la Biélorussie - pour attaquer mon pays en des termes analogues. Pour des raisons évidentes et que tous comprendront, la délégation guatémaltèque répond à toutes ces attaques à la fois puisqu'il suffit que le représentant que l'on sait l'écoute pour que les autres reçoivent ensuite ses instructions sans avoir la possibilité de les contester.

Pour parler du Guatemala, ils emploient l'habituelle terminologie polémique propre à la campagne internationale de dénigrement et de désinformation lancée contre notre pays. La délégation guatémaltèque rejette catégoriquement ces accusations. Ce que fait l'actuel Gouvernement guatémaltèque en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les résultats auxquels il est parvenu jusqu'ici sont reconnus par l'opinion internationale honnête, sérieuse et responsable. Ces actions démasquent la conspiration et mettent à nu les véritables intentions des forces violentes, dont le but est d'attaquer le pouvoir. Nous le savons. Et nous ne sommes pas étonnés qu'elles réagissent en intensifiant la campagne de calomnie par la biais du "front politique" de leur action internationale.

La délégation guatémaltèque tient à leur dire que l'idéologie et les actions subversives qu'elles appuient dans notre pays pourraient aujourd'hui choisir la voie légale et civilisée et participer licitement à la vie politique en tant que parties, si c'est bien là ce qu'elles veulent. Qu'elles se prêtent donc à une consultation populaire pour que le peuple guatémaltèque leur montre clairement et librement sur quel capital électoral et politique elles peuvent compter. Si elles ne le font pas, nous saurons tous pourquoi.

La délégation guatémaltèque ne tient pas à s'étendre davantage sur le sujet mais elle se réserve le droit de le faire si les circonstances l'exigent. Elle tient seulement à répéter que le Guatemala, qui s'est déjà engagé sur la voie d'une véritable ouverture, continuera à progresser vers la démocratie et la pleine jouissance des droits de l'homme. Si une telle détermination réduit au silence les factions violentes et les semeurs de haine, peut-être - souhaitons le - parviendront-ils un jour à comprendre que notre peuple porte en lui une dignité et une vocation à la liberté que nul n'empêchera de s'exprimer avec force.

Enfin, Monsieur le Président, la délégation guatémaltèque saisit cette occasion pour demander aux représentants des gouvernements et des organisations ici présents qui le peuvent et que le veulent de faire entendre à tous nos compatriotes qui s'obstinent dans leur refus ou restent dans l'illégalité l'appel que nous leur lançons pour qu'ils se joignent à l'effort national et contribuent, en tant que Guatémaltèques, à la grande tâche de consolidation de la démocratie dans un esprit de fraternité et de paix, comme le mérite le Guatemala.